

Bruxelles, le 21.11.2019
C(2019) 8513 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 21.11.2019

**relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République
de Côte d'Ivoire**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 21.11.2019

relative au financement du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République de Côte d'Ivoire

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et abrogeant le règlement (UE) 2015/323, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du Programme d'action annuel 2019, il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 24 du règlement (UE) 2018/1877 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020⁴ et la revue à mi-parcours en 2018, qui établit les priorités suivantes: le renforcement de l'État et la consolidation de la paix, l'agriculture et l'énergie.
- (4) Les objectifs poursuivis par le programme d'action annuel à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁵ (ci-après l'«accord interne») consistent à contribuer à maximiser l'efficacité, l'efficacités et l'impact de l'aide de l'UE en vue d'améliorer les conditions de vie de la population ivoirienne, à travers le développement économique du pays, la diminution de la pauvreté et le renforcement de la gouvernance.
- (5) L'action intitulée «Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI III)» s'articule autour de trois volets: (1) renforcer les capacités de l'ordonnateur national, de ses services, des ministères techniques assurant

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 307 du 3.12.2018, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Décision de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif national entre l'Union européenne et la Côte d'Ivoire C(2014) 3586 du 3.6.2014.

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

la maîtrise d'œuvre des projets et des autres acteurs ivoiriens dans la mise en œuvre des actions du FED; (2) améliorer la qualité des projets (conception et mise en œuvre) à travers des études et missions d'assistance technique; (3) appuyer la mise en place du Secrétariat permanent du comité conjoint développement pour le suivi, la coordination et l'évaluation du Plan national de développement.

- (6) L'action intitulée «Projet d'appui à la mise en œuvre de l'accord de partenariat économique intérimaire en Côte d'Ivoire (PAPE)» s'articule autour de deux composantes: (1) opérationnaliser la Commission nationale APE (accord de partenariat économique) et renforcer le plan de communication et sensibilisation dédié à l'APE intérimaire; (2) renforcer les capacités institutionnelles, techniques et opérationnelles de la Côte d'Ivoire sur les questions liées aux obstacles techniques au commerce, aux mesures sanitaires et phytosanitaires, à l'harmonisation réglementaire et à la transition fiscale, à travers notamment des appuis spécifiques aux ministères sectoriels concernés et aux directions générales des douanes et des impôts.
- (7) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (8) Conformément à l'article 15 du règlement (UE) 2018/1877, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre du programme.
- (9) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁶ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicables en vertu de l'article 30, paragraphe 1, du règlement (UE) 2018/1877, avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (10) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et de l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (11) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877.
- (12) Les actions prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

⁶ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

DÉCIDE:

Article premier

Le programme

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre du programme d'action annuel 2019 en faveur de la République de Côte d'Ivoire, présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- «Soutien à l'efficacité et à la qualité du partenariat Côte d'Ivoire - Union européenne (SEQUACI III)», présentée dans l'annexe 1;
- «Projet d'appui à la mise en œuvre de l'accord de partenariat économique intérimaire en Côte d'Ivoire (PAPE)», présentée dans l'annexe 2.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du programme est fixé à 7 800 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement:

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés au point 5.4.3 de l'annexe 1 et 5.4.1 de l'annexe 2.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, chaque exercice étant pris séparément, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions et marchés public

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions, conformément aux conditions précisées aux points 5.4.1 et 5.4.2 de l'annexe 1, aux organismes mentionnés dans l'annexe.

Fait à Bruxelles, le 21.11.2019

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission